



GCERF

Global Community Engagement
and Resilience Fund

Rapport annuel 2019



Table des Matières

<u>Avant-propos</u>	4
<u>Introduction</u>	6
<u>Suivi et évaluation</u>	8
<u>Comité d'experts indépendants</u>	9
<u>Gouvernance</u>	10
<u>Relations externes</u>	12
<u>Finances</u>	13
<u>Ressources humaines</u>	13
<u>Mobilisation des ressources</u>	14
<u>Portefeuille</u>	16
<u>Nouveaux pays</u>	30
<u>Annexe 1A</u>	32

Rapport annuel 2019

du GCERF

J'espère que vous vous joindrez à moi pour applaudir le travail des communautés locales du monde entier, œuvrant sans relâche pour tourner la page de l'extrémisme violent et dessiner des lendemains meilleurs. La promotion du débat portée par les étudiants sur les campus universitaires au Bangladesh ; l'entrepreneuriat des femmes anciennement en voie de radicalisation au Kenya ; les événements sportifs rassemblant des factions rivales au Kosovo ; le partage de terres entre bergers au Nigéria, et bien plus d'initiatives encore sont autant de sources d'inspiration pour chacun et chacune d'entre nous. Le GCERF est fier d'avoir contribué à de tels efforts.

Ces derniers n'ont été possibles que grâce à des financements durables. En règle générale, les subventions du GCERF sont accordées pour trois ans, offrant ainsi un appui de long terme à la hauteur du défi à relever. Ces réalisations découlent aussi des relations de confiance que nous parvenons à tisser avec les organisations communautaires. Au cours de l'année 2019, nous avons intensifié nos efforts en ce sens, avec la nomination de conseillers nationaux au sein des pays partenaires. Le GCERF salue l'appui continu apporté par ses bailleurs de fonds, l'engagement positif des gouvernements dans les pays partenaires, ainsi que le rôle essentiel de ses amis qui ont poussé l'organisation à se dépasser.

Le nouveau coronavirus va bouleverser nos activités. La comparaison du présent rapport avec la prochaine édition sera édifiante. Il est déjà manifeste que la menace de l'extrémisme violent demeure et qu'elle s'est même intensifiée durant l'année. Nous devons continuer à œuvrer pour plus de résultats et des changements positifs afin de maintenir les progrès accomplis ces dernières années. Les communautés locales restent nos meilleures alliées pour que cette « nouvelle donne » souffre moins de l'extrémisme violent, pas plus.



Dr Khalid Koser

**Directeur Exécutif du Fonds Mondial
pour l'Engagement de la Communauté
et la Résilience**



“ J’ai été frappé par deux facteurs clés dans la lutte contre la radicalisation et le recrutement terroriste dans l’Etat de Nasawara (Nigéria), facteurs que GCERF contribue à faire progresser. Tout d’abord, la confiance entre les communautés et les autorités locales est cruciale dans les efforts visant à endiguer le terrorisme. Deuxièmement, les jeunes qui ont été détournés d’un agenda violent peuvent devenir nos meilleurs alliés pour la paix. ”

M. Chris Harnisch

Coordonnateur adjoint du département
d’État des États-Unis pour la lutte contre
le terrorisme, octobre 2019

Introduction

L'année 2019 a marqué les cinq ans du Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (en anglais Global Community Engagement and Resilience Fund – GCERF), l'occasion de célébrer ses réussites. Le Fonds a aidé à développer la résilience à l'extrémisme violent dans sept pays, en investissant dans le travail d'organisations non gouvernementales (ONG) locales qui connaissent mieux que quiconque les besoins de leurs communautés. Il a pu apporter une aide directe à plus d'un million de personnes en proie à l'extrémisme violent et ainsi, impulser un changement durable.

Dans le sillage des investissements du GCERF, les ONG sont plus à même de poursuivre le travail que le Fonds a amorcé. Le GCERF forme les organisations locales à la prévention de l'extrémisme violent, à la gestion de projets, aux financements, au plaidoyer et à l'acquisition des compétences essentielles pour faire grandir le mouvement dans le monde entier.

Grâce à ses investissements, le Fonds a œuvré à la résolution pacifique de conflits communautaires au Nigéria et à accroître les moyens de subsistance des femmes au Mali. Au Kosovo, il a facilité la réinsertion des combattants terroristes étrangers et de leurs familles, revenus de zones de guerre en Syrie et en Iraq.

Nous vous invitons à réfléchir ensemble sur l'année 2019, alors que nos activités s'étendront bientôt aux Philippines, en Somalie et au Sri Lanka.



Photo de Lisa Oriot Scappaticci

Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation des programmes financés incombent à l'équipe du Secrétariat chargée des performances et de l'impact. Cette dernière s'occupe de l'évaluation des programmes, de la fourniture d'une aide technique aux bénéficiaires de financements, de l'analyse des résultats et du renforcement des connaissances sur la prévention de l'extrémisme violent pour l'ensemble de la communauté.

En 2019, la clôture de subventions au Bangladesh et au Mali a donné lieu à des évaluations indépendantes. Les évaluations réalisées au terme de ces subventions sont un outil essentiel permettant d'évaluer de manière indépendante la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la pérennité des programmes de lutte contre l'extrémisme violent. Elles permettent au GCERF de tirer des enseignements sur le financement de projets ultérieurs et, plus généralement, sur la prévention de l'extrémisme violent. De plus, le Kosovo a fait l'objet d'un suivi mené par une tierce partie.

En novembre dernier, le Secrétariat du GCERF a organisé à Genève (Suisse) le Forum du GCERF, un événement pédagogique international de deux jours. L'événement a attiré plus de 35 participants, parmi lesquels des bénéficiaires du Bangladesh, du Kenya, du Kosovo, du Mali et du Nigéria, des experts et spécialistes internationaux de la prévention de l'extrémisme violent, des membres du Secrétariat et des représentants des Affaires mondiales Canada. L'édition 2019 du Forum s'est articulée autour de trois thématiques liées à la prévention de l'extrémisme violent : le genre, l'éducation, et la coopération avec les autorités locales.

Le GCERF a présenté les enseignements tirés au cours de l'année 2019 lors de forums et de conférences internationales, tels que le Forum d'Amman sur la mesure, le suivi et l'évaluation de la prévention de l'extrémisme violent en Jordanie. À cette occasion, le Fonds a partagé son expérience en matière de suivi et d'évaluation, notamment l'application de la mesure normalisée de recherche BRAVE-14. La conférence internationale CVE Research en Australie a également été l'occasion de revenir sur les projets de prévention de l'extrémisme violent menés dans les établissements scolaires.

Au cours de l'année, le personnel et les consultants chargés des questions relatives aux performances et à l'impact ont animé des ateliers d'évaluation et de suivi, ainsi que des communautés de pratique au Bangladesh, au Kenya, au Nigéria, aux Philippines et en Tunisie. Ces ateliers ont joué un rôle important pour aider les bénéficiaires à perfectionner les cadres de résultats, à renforcer leurs capacités en matière de suivi et d'évaluation et à échanger autour des enseignements tirés. Nous avons également apporté une assistance technique à la mise en place de bases de référence pour les bénéficiaires. Pour la première fois, le GCERF a contribué à des références communes visant plusieurs subventions. Au Nigéria, les bénéficiaires ont sollicité à ces fins une analyse conjointe des connaissances, des perceptions et des comportements en matière de prévention de l'extrémisme violent dans les États de Benue, de Kogi, de Nasawara et de Plateau. L'enquête de référence a été menée au second semestre 2019, sur la base de 3 317 entretiens individuels, avec un échantillonnage représentatif sur les plans de l'âge, du genre et des États. Elle reposait également sur des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés.

Comité d'experts indépendants

Le Comité d'experts indépendants international rassemble 11 experts indépendants et impartiaux nommés par le Conseil de Fondation pour assurer une évaluation technique rigoureuse des demandes de financement reçues par le GCERF. Parallèlement, il donne des avis sur des évaluations de pays spécifiques et met son expertise au service des stratégies d'investissement du GCERF.

En 2019, après cinq ans, le mandat du Comité a été révisé et actualisé afin de mieux tirer parti de l'expertise reconnue de ses membres. Le GCERF cherche à engager les membres du Comité dans la gestion des subventions et à les mobiliser dans les efforts de renforcement des capacités des bénéficiaires.

Le Comité est un rouage essentiel des mécanismes de financement du GCERF. Il est garant de la qualité des programmes, de leur orientation spécifique sur la prévention de l'extrémisme violent et de leur harmonisation avec les priorités nationales. Ses membres jouissent d'une indépendance institutionnelle vis-à-vis du Secrétariat et du Conseil de Fondation. Ils exercent en leur qualité personnelle, sans lien avec leur employeur, le gouvernement ou toute autre entité.

En 2019, le Comité a examiné des demandes de subvention émanant du Mali, du Nigéria, de Tunisie, ainsi que des Philippines, où il a également contribué à l'élaboration d'une stratégie d'investissement. Le GCERF coopère étroitement avec le Comité et l'a intégré dans ses activités. Il l'a notamment convié à l'événement organisé en marge de la 74e Assemblée générale des Nations Unies à New York et portant sur la prévention de l'extrémisme violent dans les universités. La table ronde a permis de sensibiliser un nouveau public, principalement composé d'administrateurs universitaires et d'étudiants, à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent. Elle a été l'occasion d'échanger les leçons tirées des politiques de prévention menées dans diverses universités à travers le monde, et a servi de plateforme pour approfondir la recherche et les programmes portés par le GCERF et ses partenaires.

Membres du Comité d'experts indépendants en 2019

- **M. Christian Leke Achaleke**, lauréat 2018 du Luxembourg Peace Prize dans la catégorie « Outstanding Youth Peaceworker » (Jeune consolidateur de paix exceptionnel)
- **Mme Hamsatu Allamin**, fondatrice de la Fondation Allamin pour la paix et le développement et membre de l'Alliance mondiale des femmes pour le leadership en matière de sécurité ainsi que de la Fédération des femmes musulmanes du Nigéria
- **M. Richard Barrett**, conseiller principal de The Soufan Group
- **Sir Malcolm Evans**, professeur de droit public international à la faculté de droit de l'Université de Bristol et président du Sous-comité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la prévention de la torture
- **Mme Humera Khan** (présidente du Comité d'experts indépendants), directrice exécutive de l'organisation Muflehun et professeure associée à la Elliott School of International Affairs de l'Université George Washington
- **Mme Phyllis Muema**, directrice exécutive du Kenya Community Support Centre
- **Mme Mossarat Qadeem**, directrice exécutive de l'organisation PAIMAN Alumni Trust
- **Mme Maud Roure**, chargée de programme à la Fondation Kofi Annan
- **M. Keneshbek Sainazarov**, directeur de programme pour l'Asie centrale au sein de l'organisation Search for Common Ground
- **Dr Lisa Schirch**, conseillère principale en matière de politiques pour l'organisation Alliance for Peacebuilding
- **M. Thomas Wuchte**, directeur exécutif de l'Institut international pour la justice et l'état de droit

Gouvernance

Le Conseil de Fondation, l'organe décisionnel du GCERF, est investi de plusieurs responsabilités.

Le Conseil de Fondation :

- **Orienté la direction stratégique du GCERF**
- **Œuvre à la promotion de la mission du GCERF et de sa collaboration avec les partenaires**
- **Mobilise les ressources**
- **Gère les stratégies d'investissement, les budgets et les systèmes de contrôle interne au plan national**
- **Surveille les performances, garantit le respect des politiques en matière d'éthique et de conflits d'intérêts, et supervise les activités du Secrétariat**

Durant l'année, le Conseil s'est réuni à deux reprises les 11 et 12 juin 2019 à Ottawa (Canada), puis les 21 et 22 novembre 2019 à Genève (Suisse). Il a statué sur 28 questions essentielles, telles que l'affectation des fonds, les plans de mise en œuvre stratégique ou les mesures de contrôle interne, et a procédé à une autoévaluation.

En 2019, le Conseil a en outre accueilli deux nouveaux pays partenaires : la République fédérale de Somalie et le Sri Lanka. Toutes les décisions du Conseil sont publiées sur le site Internet du GCERF. La liste complète des membres du Conseil de Fondation est disponible à l'annexe 1A.

Une autre évolution importante fut la création d'un Comité de déontologie et de gouvernance. Ce dernier est chargé de superviser les dispositifs de bonne gouvernance et les normes déontologiques définis par la Politique du GCERF relative à l'éthique et aux conflits d'intérêts. Fin 2019, le Comité comptait six membres et avait organisé plusieurs réunions. Il n'a reçu aucun rapport faisant état de conflits d'intérêts au cours de l'année.

Au niveau national, les individus soumis aux principes de déontologie et de gestion des conflits d'intérêts sont les membres des mécanismes de soutien de pays (MSP) impliqués dans le processus d'octroi de subventions. Les bénéficiaires des financements du GCERF sont assujettis au code de conduite du Fonds. Au cours de l'année 2019, il n'a été fait état au Secrétariat du GCERF d'aucun cas de conflit d'intérêts dans les pays partenaires, ni chez les membres de MSP, ni chez les bénéficiaires des fonds.



Photo de Lisa Oriot Scappaticci



Relations externes

En 2019, le GCERF a activement déployé sa nouvelle stratégie de communication pour la promotion de sa mission, mettant en lumière l'action des bénéficiaires sur le terrain. Le Fonds a régulièrement publié des bulletins d'information et des journaux vidéo. Il a suivi en temps réel l'actualité liée à la prévention de l'extrémisme violent et a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux, notamment sur Twitter, LinkedIn, YouTube et Facebook. Il a également contribué à nombre de publications spécialisées.

De plus, le GCERF a organisé plusieurs événements publics et s'est exprimé à la tribune de multiples conférences de haut niveau. Son engagement auprès du secteur privé a été renforcé, notamment grâce à la tenue de tables rondes dans les pays partenaires rassemblant des représentants du secteur privé, en particulier au Nigéria. Le Fonds a d'ailleurs posé les jalons de partenariats officiels avec certains de ces représentants. Le GCERF a renforcé ses liens avec des partenaires clés, tel que le Forum mondial de lutte contre le terrorisme et ses institutions. Le Fonds a en outre signé un protocole d'accord avec le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme. Grâce à ce nouveau cadre de partenariat, les deux organisations ont établi une coopération concrète et pragmatique. Elle vise à promouvoir une mise en œuvre équilibrée de la stratégie de lutte contre le terrorisme, ainsi que du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, tous deux établis par les Nations Unies.



Finances

L'équipe des finances a assuré la planification et l'organisation des ressources financières du Fonds, la gestion des audits annuels et de projets, dans le respect des normes comptables internationales. Elle fournit également un appui technique aux activités de gestion des subventions et forme les bénéficiaires dans leur pays.

L'entreprise BDO Ltd a produit un rapport d'audit sur les états financiers du GCERF en Suisse pour l'exercice 2019. Basée au Royaume-Uni, elle a étudié la situation financière de plusieurs bénéficiaires en Asie, en Afrique et en Europe au cours de l'année.

Cette année encore, le Secrétariat a poursuivi le perfectionnement des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, conformément au modèle COSO. Le GCERF a proposé une nouvelle structure de coûts, reflétant de manière plus pertinente et transparente les résultats du Fonds. Le Conseil de Fondation a approuvé la proposition durant l'année.

Ressources humaines

Le GCERF continue à attirer des professionnels hautement qualifiés venus du monde entier. Sept nouveaux employés ont rejoint les effectifs, ainsi que deux stagiaires (contrat court) durant l'année. A la fin de l'année 2019, le Secrétariat du GCERF comptait 25 employés permanents et temporaires, un employé détaché et des stagiaires. L'équipe était composée de 64 % de femmes et de 18 nationalités différentes.

Le GCERF a restructuré son Secrétariat en 2019 afin d'ajuster les ressources humaines pour atteindre des résultats optimaux. Le Directeur exécutif a recruté des consultants externes afin de réaliser un examen complet de l'organisation et faciliter les candidatures internes aux postes. Le processus s'est achevé en mai 2019, ouvrant la voie à une nouvelle structure du Secrétariat le 1er juin 2019. Une enquête a été administrée auprès des équipes du GCERF fin 2019 afin d'évaluer leurs perceptions de l'environnement de travail.

Le Secrétariat a poursuivi l'élaboration de réglementations et de processus internes, notamment la mise en œuvre d'un nouveau cadre de compétences et une analyse du système de gestion des résultats.

De plus, l'équipe a instauré un nouveau système de gestion des ressources humaines et a supervisé la migration vers la suite Office 365. Dans cet esprit, le Secrétariat s'est doté de nouvelles règles en matière de cybersécurité, s'appuyant sur les bonnes pratiques dans le domaine.

Mobilisation des ressources

Le GCERF bénéficie du soutien de 16 gouvernements et du secteur privé. À la fin du mois de décembre 2019, le total des contributions reçues depuis le lancement du Fonds en 2014 atteignait 78,7 millions de dollars US, contributions en nature comprises. Pour la seule année 2019, le GCERF a reçu un montant total de 18,7 millions de dollars US afin de réinvestir dans les pays déjà partenaires et d'ajouter de nouveaux pays à son portefeuille.

Le GCERF continue de bénéficier d'un soutien indéfectible de la part de ses bailleurs de fonds actuels, qui ont renouvelé leurs engagements envers sa mission.

Le Danemark et l'Espagne ont rejoint les rangs des bailleurs de fonds en 2019, et le GCERF se réjouit à la perspective de consolider ses relations avec les deux pays. En parallèle, le Fonds a multiplié les contacts avec de nouveaux partenaires potentiels, notamment dans le secteur privé et avec des fondations, leur implication demeurant un objectif à long terme. En plus d'organiser des événements et des réunions bilatérales pour se faire connaître, le GCERF a également entamé une série de discussions stratégiques avec des acteurs engagés du secteur privé pour discuter de partenariats officiels.



Contributions financières au GCERF :

En milliers de dollars US (au 31 décembre 2019)	Confirmées	
	Financières (B)	En nature (A)
Australie	4 610	-
Canada	3 445	-
Danemark	2 094	-
Espagne	12	-
États-Unis d'Amérique	11 202	2 326
France	2 028	-
Japon	6 900	-
Liechtenstein	202	-
Norvège	4 622	-
Nouvelle-Zélande	246	42
Pays-Bas	9 340	-
Qatar	10 000	-
Royaume-Uni	2 305	-
Secteur privé et autres	2	36
Suède	167	-
Suisse	5 723	1 969
Union européenne	11 238	-
Total	74 218	4 405

A Gauche

Le Directeur Exécutif du Fonds Mondial pour l'Engagement de la Communauté et la Résilience, Dr Khalid Koser, et le Secrétaire général adjoint du Bureau des Nations Unies contre le terrorisme, M Vladimir Voronkov, signent un protocole d'accord.

Bangladesh

Contexte

Le gouvernement du Bangladesh réaffirme son engagement en matière de PEV et, en 2019, a commencé à envisager la possibilité de développer des lignes directrices sur la PEV.

En août, Amaq, l'agence de presse du groupe terroriste État islamique (EI), a diffusé une vidéo désignant les forces de sécurité et les bureaux de l'administration publique comme des cibles légitimes d'opérations militantes. La vidéo a été publiée un jour après que les autorités bangladaises aient annoncé l'arrestation de cinq membres présumés de Neo-JMB, un groupe militant local se réclamant de l'EI.

Des activités extrémistes violentes ont été signalées dans des régions où le GCERF finance des activités. L'EI a revendiqué l'explosion d'une bombe rudimentaire près d'un poste de police à Khulna en décembre.



Principales réalisations

Le GCERF a conclu sa première série de financements au Bangladesh en avril 2019. Il a attribué à trois consortiums et à un partenaire de mise en œuvre directe des subventions d'une valeur de 4,2 millions de dollars US.

Les résultats suivants ont été enregistrés :

- **Trente madrasas ont introduit des événements d'édification de la nation pour leurs élèves, comme la célébration de la Journée internationale de la langue maternelle, afin de renforcer la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance**
- **Parmi les élèves ciblés, 96 % ont pris conscience de leur rôle dans la prévention de l'extrémisme violent au sein de la communauté étudiante**
- **Un total de 14 653 adolescents et adolescentes de 10 à 14 ans ont appris à reconnaître les signes manifestés par des individus en voie de radicalisation**

En septembre 2019, le GCERF a entamé sa deuxième série de financements en faveur de deux bénéficiaires, Rupantar et Young Power in Social Action.

Le consortium dirigé par Rupantar a lancé son programme en septembre. Au cours des trois premiers mois de cette subvention de trois ans, 61 des 180 clubs de jeunes prévus ont été créés avec la participation de 1 281 jeunes, dont 503 femmes et 778 hommes. Les clubs de jeunes visent à encourager l'implication des jeunes dans les questions d'intérêt communautaire et dans la prévention de l'extrémisme violent.

Le consortium a également commencé à développer des discours positifs sur la prévention de l'extrémisme violent, au moyen d'activités culturelles destinées à sensibiliser sur la question et à soutenir la résilience des communautés en s'appuyant sur des dialectes et des thèmes locaux.

Le consortium dirigé par Young Power in Social Action a lancé ses programmes en décembre à Cox's Bazar, avec la participation de 49 personnes (9 femmes et 40 hommes). Le consortium a créé 27 clubs et groupes de jeunes avec la participation de 612 jeunes (187 femmes et 425 hommes). Il a également organisé 22 réunions à domicile avec 449 femmes, durant lesquelles elles ont discuté de leur rôle dans la prévention de l'extrémisme violent dans leurs familles et leurs communautés.

À la suite d'une étude majeure sur les facteurs contribuant à l'extrémisme violent, le GCERF a conclu en 2019 un programme pour étudiants destiné à prévenir l'extrémisme violent dans les universités et les madrasas. Ce programme a touché 53 614 jeunes hommes et femmes. Les bénéficiaires des subventions ont formé 289 imams dans 55 mosquées aux méthodes de prévention de l'extrémisme violent, et apporté des compétences non techniques à plus de 5 000 jeunes pour leur permettre de renforcer leur sens du devoir.



Kenya

Contexte

Les relations tendues entre les acteurs du secteur de la sécurité et la population demeurent parmi les principaux facteurs contribuant à la radicalisation au Kenya. Le pays partage des frontières terrestres et côtières avec la Somalie, qui abrite le groupe extrémiste violent Al-Shabab revendiquant la responsabilité de la plupart des attentats terroristes au Kenya. En raison de la porosité de la frontière entre les deux pays, la population des comtés frontaliers est particulièrement vulnérable.

Le président Uhuru Kenyatta a créé un centre national de lutte contre le terrorisme afin de coordonner la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au sein du secteur kényan de la sécurité. Sous la direction du centre, les 47 comtés ont préparé des plans d'action qui décrivent les contextes locaux de l'extrémisme violent et proposent des programmes.



Principales réalisations

Le GCERF a soutenu trois de ses récipiendaires dans le cadre du mécanisme de financement de base, grâce à des subventions à hauteur de 5 millions de dollars US. Il s'agit du Coast Interfaith Council of Clerics, de I Choose Life Africa et de la Société de la Croix-Rouge du Kenya. Ceux-ci mettent en œuvre 12 initiatives distinctes pour toucher plus de 500 000 personnes en s'adressant aux jeunes, aux autorités religieuses, aux femmes, aux acteurs du secteur de la sécurité, aux enseignants et aux médias.

En 2019, les récipiendaires des subventions ont été formés à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre ce phénomène, ainsi qu'à la gestion de la sécurité. Le GCERF a également renforcé leurs capacités financières en engageant le cabinet comptable international Mazars pour les aider à relever les défis en matière de conformité et accroître l'efficacité des visites du personnel du Secrétariat du GCERF.

Le fonds finance six autres subventions dans le cadre du mécanisme de financement accéléré. Il a versé la première partie des fonds en octobre, qui à ce jour, ont permis :

- De dispenser une formation aux compétences commerciales à 187 habitantes de Mombasa et des quartiers informels de Nairobi
- De dispenser une formation à la lutte contre l'extrémisme violent et à sa prévention auprès de 40 femmes (mères, enseignantes, personnalités religieuses) de Nyali à Mombasa, et de Kamukunji et Bombolulu à Nairobi
- D'impliquer 840 jeunes dans des événements sportifs sous la bannière « Play for Peace » (Jouer pour la paix), afin que ces derniers participent à des matchs de football, à des courses de bateaux traditionnelles, à des compétitions de natation, à des courses d'ânes et à des spectacles de danse

- De faciliter l'accès libre à des cartes de santé et d'identité pour les villageois et villageoises de Matondoni
- De former 30 auxiliaires juridiques de Mombasa à la lutte contre l'extrémisme violent, la propagande, les différentes étapes de la radicalisation et le recrutement dans les centres de détention, de même qu'à la prévention de ces phénomènes
- De produire un article de magazine et des émissions de radio pour sensibiliser les communautés d'accueil, les agents pénitentiaires et les établissements pénitentiaires à l'importance d'offrir un accès à la justice et aux droits humains si l'on souhaite réduire le risque que les détenus intègrent des groupes extrémistes violents

De manière générale, le GCERF a :

- Œuvré en faveur de la cohésion sociale auprès de 15 246 personnes par des activités telles que des dialogues interreligieux et des espaces sûrs pour femmes afin de discuter des difficultés et des possibilités qu'elles rencontrent dans la société
- Renforcé les moyens d'agence communautaire de 7 289 personnes grâce à la création de comités de suivi communautaires et à l'animation de discussions sur la prévention de l'extrémisme violent dans les communautés et les comtés
- Amélioré l'accès de 3 471 personnes à des perspectives d'avenir grâce à des aides à la formation et au financement de moyens de subsistance, y compris une formation aux compétences entrepreneuriales pour les femmes et les jeunes non scolarisés
- Amélioré le sens du devoir de 20 444 personnes grâce à des formations d'ambassadeurs et ambassadrices de la paix et à des programmes de mentorat autour des moyens de prévenir l'extrémisme violent



“ Mon principal objectif en créant cette entreprise était d’améliorer ou de satisfaire mes besoins primaires, mais aussi de pouvoir subvenir aux besoins de mes enfants. Néanmoins, l’entreprise a fermé par manque de connaissances sur les plans d’affaire performants. Je n’ai pas choisi le bon endroit pour mon entreprise. Je ne tenais pas de journal pour suivre mes dépenses et ma trésorerie. Grâce à la formation que m’a donnée l’équipe d’Arigatou (financée par le GCERF), j’ai appris l’importance de préparer un plan d’activité avant de lancer son entreprise. Je prévois à l’avenir d’ouvrir une pâtisserie qui serait très utile à ma famille. Je pourrai m’occuper de mes enfants de manière indépendante et, si mon activité est fructueuse , je créerais des emplois pour d’autres jeunes femmes comme moi. ”

- Une participante à la formation aux compétences commerciales organisée par Arigatou International

Kosovo

Contexte

La réinsertion des combattants terroristes étrangers de retour de Syrie et d'Iraq et de leur famille est restée une priorité pour le gouvernement du Kosovo en 2019. Le pays enregistre le taux de combattants étrangers par habitant le plus élevé d'Europe, avec 355 Kosovars partis en Iraq et en Syrie entre 2012 et 2015.

En avril, le Kosovo a rapatrié 110 de ses ressortissants de Syrie, parmi lesquels des personnes parties s'engager dans la guerre civile, et 74 enfants. Le gouvernement a salué la participation des organisations de la société civile au processus de réhabilitation et de réinsertion des combattants terroristes étrangers et de leur famille.

Les bénéficiaires de subventions du GCERF ont produit six articles, trois messages d'intérêt public et deux documentaires sur la réinsertion des combattants terroristes étrangers et leur famille, afin de sensibiliser la population et d'encourager le soutien au processus.

Ces activités médiatiques ont impliqué des combattants rapatriés et leur famille, des enseignants et enseignantes des enfants rapatriés, ainsi que des représentants des autorités locales et centrales, qui ont discuté des difficultés que rencontrent les personnes rapatriées pour se réinsérer et retrouver une vie sociale dans leur communauté.

“ Les enfants n'ont pas perdu l'émotion associée au don de l'amour, malgré les souvenirs amers de leur fuite d'un camp à l'autre, leurs conditions de survie dangereuses, les bombes, les grenades, les armes et les chars. Ils ont besoin d'amour et d'acceptation pour passer à autre chose. ”

- Un enseignant s'occupant des enfants rapatriés de combattants terroristes étrangers



Principales réalisations

En 2019, 46 450 personnes ont directement bénéficié de l'action du GCERF grâce à des programmes visant à prévenir l'extrémisme violent au Kosovo. Ces programmes ont également touché indirectement 105 091 femmes et hommes.

Au total, les récipiendaires des subventions du GCERF ont organisé :

- 16 dialogues interreligieux et intercommunautaires
- 4 activités psychosociales d'aide à la réinsertion
- 5 programmes visant à développer l'esprit critique et à promouvoir les compétences en matière de résolution des conflits
- 19 formations au leadership destinées à des responsables religieux, des femmes, des dirigeants de groupes de jeunes, des journalistes et des fonctionnaires des collectivités locales

Le GCERF a encouragé la cohésion sociale par le biais d'activités destinées à 2 319 hommes et 1 863 femmes et visant à renforcer leur sentiment d'appartenir à une communauté inclusive et positive.

En voici quelques points saillants :

- 83 jeunes ont participé à des activités sportives et créatives durant un camp d'été
- 240 élèves de différentes écoles ont participé à des activités extrascolaires (basket-ball, danse traditionnelle, etc.)
- Formation de jeunes à Kačanik pour acquérir des compétences techniques en conception graphique et sur des logiciels afin d'encourager l'esprit critique

Le GCERF a renforcé la capacité d'agir des communautés par différents moyens :

- Formation à la prévention de l'extrémisme violent des membres des assemblées municipales et des conseils de sécurité communautaires à Kačanik, Kamenica et Lipjan
- Formation de 17 journalistes des plateformes médiatiques nationales du Kosovo à la couverture des affaires de prévention de l'extrémisme violent

et de lutte contre ce phénomène. La stigmatisation des combattants terroristes étrangers de retour au pays et de leur famille avait auparavant entravé le processus de réinsertion

- Formation professionnelle de 63 jeunes hommes et 71 femmes visant à améliorer l'accès à des débouchés sociaux et économiques

Le GCERF a financé des activités destinées à développer le sentiment d'utilité de 399 hommes et 456 femmes.

En voici des exemples :

- Participation de 90 étudiants du nord et du sud de Mitrovica à des activités visant à engager des discussions sur la tolérance ethnique et religieuse, la compréhension interculturelle et l'activisme communautaire. Les résultats ont montré que les jeunes qui avaient auparavant manifesté des comportements problématiques ont acquis des compétences pour trouver des solutions par une communication non violente
- Formation au plaidoyer de 26 jeunes femmes et 16 hommes pour leur permettre de soulever des questions importantes pour eux au niveau national. Les participants ont réussi à élever des sujets tels que le chômage, la liberté de circulation, l'éducation et l'activisme des jeunes sur une scène nationale en utilisant différents types de supports, comme la radio et la vidéo
- Formation professionnelle de plus de 70 étudiants du nord et du sud de Mitrovica à des applications Internet de commerce en ligne
- Petites subventions offertes à 20 jeunes de Kačanik pour développer des idées commerciales innovantes. À cause du manque d'offres d'emploi et de moyens d'influencer les politiques, ces jeunes percevaient la société comme injuste. Le fait de les amener, avec leurs parents, à discuter avec les autorités locales s'est révélé utile pour répondre à cette préoccupation
- Préparation à la vie professionnelle de 65 étudiants de Ferizaj et Kačanik durant un atelier de deux jours

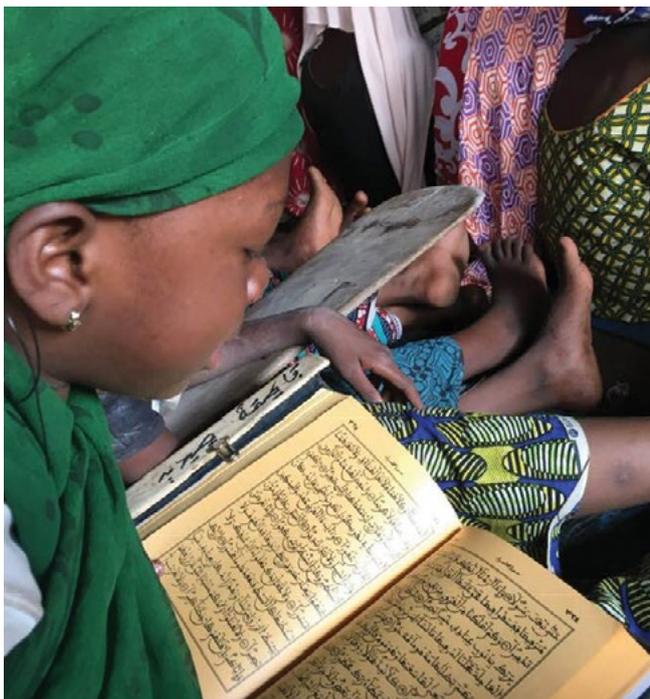
Mali

Contexte

Le blocage des processus de paix a entraîné une recrudescence de la violence inter- et intracommunautaire, et la pression politique croissante en 2019 a menacé de réduire à néant les progrès réalisés dans la prévention de l'extrémisme violent. Dans le nord, la mise en œuvre de l'accord de paix s'est heurtée à de multiples obstructions, les désaccords continuels entre les signataires entraînant une suspension des travaux.

En mars, le massacre d'Ogossagou, au cours duquel 157 Peuls ont perdu la vie pour des raisons ethniques, a marqué une escalade dans l'ampleur et la brutalité des violences inter- et intracommunautaires.

Le mécontentement populaire grandissant a incité le gouvernement à mettre en place des dialogues nationaux inclusifs afin d'élaborer une feuille de route fondée sur le consensus pour résoudre les crises multidimensionnelles. Ces dialogues ont donné lieu à des recommandations sensibles, notamment celle de négocier directement avec les groupes extrémistes violents locaux.



Principales réalisations

En décembre, le GCERF a achevé la deuxième série de financement de trois consortiums au Mali. Ces programmes ont impliqué 141 923 bénéficiaires directs et 979 603 bénéficiaires indirects. Les résultats ont démontré des changements de comportement aux niveaux communautaire (67 %) et individuel (60 %), les deux tiers des bénéficiaires faisant également état d'un changement de perception (67 %).

Dans le cadre des programmes, 70 670 membres des communautés ont directement participé à des activités visant à renforcer la cohésion sociale.

La plupart avaient pour but de sensibiliser à l'extrémisme violent et à diffuser des messages de paix, de pardon et de compréhension mutuelle entre les communautés locales. Des débats interreligieux ont été organisés afin d'aborder le rôle des responsables religieux dans la prévention de l'extrémisme violent. Des séances de discussion ont également été organisées pour sensibiliser les communautés locales aux facteurs contribuant à l'extrémisme violent.

Entre avril 2017 et décembre 2019, les trois consortiums ont impliqué 43 426 bénéficiaires directs (26 256 hommes et 17 170 femmes) dans des activités visant à promouvoir la mobilisation des communautés. Des réunions de plaidoyer ont été organisées pour encourager l'accès des femmes à la propriété. Des séances de formation pour les jeunes sur la gestion non violente des conflits ont par ailleurs permis aux participants de connaître les types de conflits et les mécanismes de résolution.

Un bénéficiaire a organisé une campagne de sensibilisation au moyen d'une série de représentations théâtrales en langue vernaculaire (dogon). Une troupe théâtrale a voyagé à travers la région de Mopti pour promouvoir l'action communautaire et la coexistence pacifique. Les participantes ont profité de cette occasion pour partager leurs points de vue sur le rôle crucial des femmes dans la prévention de la violence.

Des personnes vulnérables (5 936 hommes et 14 018 femmes) ont bénéficié d'activités d'émancipation économique et de soutien aux moyens d'existence, conçues pour éliminer les obstacles limitant l'accès aux possibilités socioéconomiques. Les bénéficiaires ont reçu une formation de renforcement des compétences professionnelles, par exemple sur la transformation des produits forestiers et le jardinage, ainsi qu'une formation à l'entrepreneuriat. Les participants ont reçu des kits pour les aider à mettre sur pied leur propre entreprise.

Au cours des trois années de financement, un total de 7 873 bénéficiaires (5 358 hommes et 2 515 femmes) ont directement participé à des activités conçues pour stimuler leur confiance en soi et développer leur esprit critique ainsi que d'autres compétences-clés. Grâce à ces activités, des talibés, des femmes et des filles vulnérables, mais aussi des jeunes garçons non scolarisés ont accru leur sentiment d'utilité. Des réunions de suivi en personne ont été organisées régulièrement avec les bénéficiaires.

Résister à l'extrémisme violent à Kendé

Lorsque des groupes extrémistes violents sont venus à Kendé à la recherche de recrues, Agna*, mère de trois enfants, s'est sentie vulnérable. « Certaines personnes du village, comme moi, sont très sensibles à ces prêcheurs du radicalisme », a-t-elle déclaré.

Le revenu de son ménage dépendait de l'agriculture et sa famille n'avait pas assez de terres fertiles à cultiver. Parfois, il lui est arrivé de vendre ses effets personnels pour joindre les deux bouts. Puis la jeune femme de 25 ans a été mise en contact avec 18 autres femmes à Kendé grâce à une formation professionnelle soutenue par le GCERF à l'intention de 240 jeunes des deux sexes.

« Le programme m'a appris à participer à des activités génératrices de revenus pour améliorer ma qualité de vie. » Elle s'est lancée dans l'engraissement du bétail, augmentant ainsi les revenus de sa famille.

« Je suis pleine d'espoir, a-t-elle déclaré. En fait, je partage maintenant mon expérience avec d'autres femmes du groupe et je les encourage à être plus entrepreneuses. »

* Nom fictif

Nigéria

Contexte

Le pays a assisté à une recrudescence des affrontements violents, notamment des vols à main armée, des enlèvements et des violences communautaires entre éleveurs nomades et agriculteurs après l'entrée en fonction du gouvernement en février.

Dans l'État de Kogi, des affrontements entre sympathisants de partis politiques adverses ont entraîné le meurtre du chef du parti démocrate dans la circonscription d'Ochadamu. Dans l'État de Benue, les vols à main armée, les enlèvements et les affrontements intercommunautaires violents ont augmenté. Dans l'État de Nasarawa, des voleurs armés présumés ont attaqué le convoi du vice-gouverneur de l'État en août, tuant trois policiers et un civil. Dans l'État de Plateau, plusieurs incidents ont été signalés dans des communautés où le GCERF finance des opérations. On rapporte notamment des échauffourées résultant de conflits territoriaux, des conflits entre agriculteurs et bergers, des vols à main armée, ainsi que des viols et des meurtres commis par des hommes armés dont on ignore l'identité.

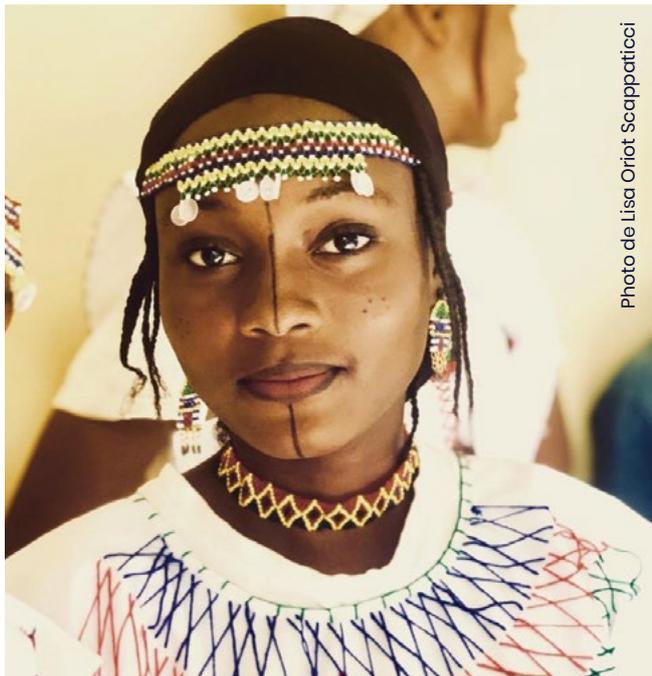


Photo de Lisa Oriot Scappaticci



Principales réalisations

Le GCERF a terminé sa première phase de financement au Nigéria après avoir atteint 169 149 bénéficiaires directs sur une période de trois ans. Voici certains des principaux résultats des financements accordés à cinq organisations de la société civile (la fondation CLEEN, le Women Environmental Programme, l'organisation Adolescent Health and Information Projects, ActionAid Nigeria et l'Institute of Governance and Social Research) :

- **8 913 femmes ciblées ont signalé que leurs conditions socioéconomiques se sont améliorées, réduisant ainsi leur vulnérabilité à l'extrémisme violent**
- **1 556 jeunes ont achevé une formation professionnelle**
- **120 participants à des ateliers ont amélioré leurs compétences en résolution de conflits et en règlement informel des différends**
- **6 communautés ou factions en guerre ont fait la paix**

La deuxième série de financement s'est appuyée sur les enseignements tirés de la première. Conformément à la stratégie de réinvestissement du GCERF, des accords de financement ont été signés en 2019 avec ActionAid Nigeria, le Women Environmental Programme et l'Institute of Governance and Social Research. Ces programmes ont déjà profité directement à 57 000 personnes.

Des dialogues interreligieux sur la paix et la prévention de l'extrémisme violent ont été organisés par le consortium dirigé par le Women Environmental Program dans six collectivités locales de Benue. Plus de 310 responsables religieux se sont réunis pour poser ensemble les bases d'une coexistence pacifique entre leurs communautés.

Des camps pour la paix à l'intention des jeunes ont été organisés par l'Institute of Governance and Social

Research en août et en novembre dans l'État de Plateau, auxquels 480 et 461 jeunes, respectivement, ont participé. Au moyen de diverses activités intellectuelles, sportives et culturelles étalées sur sept jours, les participants apprennent la coexistence pacifique et la tolérance envers les valeurs des autres. Les compétences nécessaires pour créer des Corps de jeunes pour la paix dans leur communauté leur ont été inculquées afin d'encourager la résolution des conflits et le plaidoyer contre l'extrémisme violent.

Le consortium dirigé par ActionAid Nigeria a tenu 24 assemblées publiques locales en novembre 2019, afin de renforcer l'agence communautaire. Plus de 1 400 membres de la communauté ont participé aux réunions sur la tolérance, la paix et la résolution de conflits, encourageant ainsi la participation des divers membres de la communauté aux processus y afférents. Les réunions ont favorisé la résolution de conflits au sein de plusieurs communautés. Ainsi, les agriculteurs et les bergers d'Uzaria ont réglé leurs différends au moyen de dialogues pacifiques, sans recourir à la violence ni demander l'intervention de la police. À Kurudu et Gadabuke, les membres de la communauté ont accepté de partager leurs terres avec les bergers pour l'agriculture et l'élevage, contribuant ainsi à apaiser les tensions et à promouvoir la tolérance entre agriculteurs et bergers.

Le GCERF a organisé une visite de haut niveau au Nigéria en septembre. Des représentants de bailleurs de fonds d'Australie, des États-Unis, de Norvège et de Suisse ont visité des sites d'activités menées par le consortium dirigé par ActionAid Nigeria à Nasarawa, et rencontré des dirigeants communautaires et de jeunes participants à un camp de la paix.

Capacité d'agir des communautés : une histoire de collaboration pour la sécurité

Lorsque des attaques potentiellement mortelles (vois à main armée, enlèvements, etc.) sont devenues monnaie courante dans les communautés d'Osaragada et d'Aku dans l'État de Kogi, la communauté est intervenue. Le GCERF a contribué à la mise sur pied d'une équipe d'action et d'intervention communautaire agissant comme groupe de surveillance au sein de la communauté. L'équipe a écrit au commandant du Corps nigérian de sécurité et de défense civile, exigeant la présence d'un bureau de sécurité dans leurs communautés. Ces dernières étaient en proie au manque de sécurité, lequel représentait un danger pour les habitants.

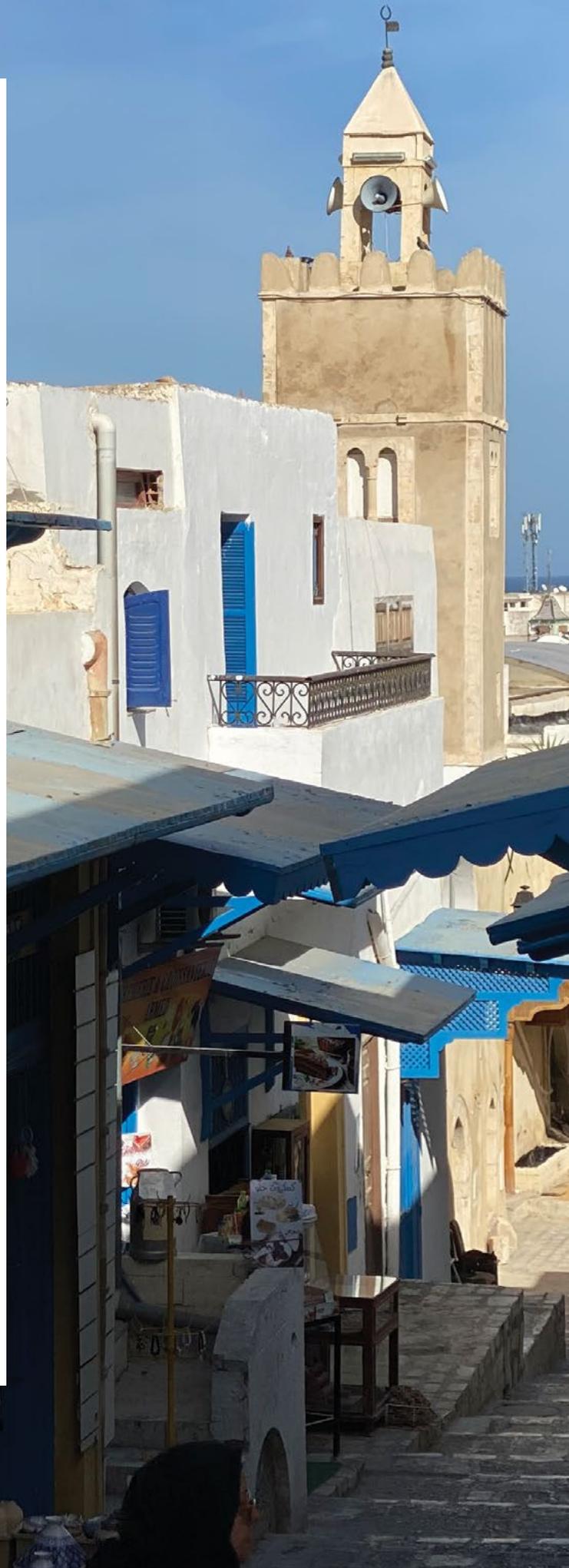
L'équipe d'action et d'intervention communautaire a été guidée tout au long de ce processus par deux récipiendaires de financement : ActionAid Nigeria et la PIBCID (Participation Initiative for Behavioural Change In Development). Les communautés ont reçu l'approbation du Corps nigérian de sécurité et de défense civile pour mettre sur pied un bureau de sécurité afin de s'attaquer à la fois aux facteurs contribuant à l'extrémisme violent et aux malfaiteurs.

Tunisie

Contexte

Le contexte politique a été marqué par la mort du président Beji Caïd Essebsi en juillet dernier. Son successeur, Kaïs Saïed, a été élu le 13 octobre et est confronté à la hausse du chômage, à l'accès limité aux services sociaux ainsi qu'à des problèmes de sécurité persistants.

Le 27 juin, un policier a été tué et huit personnes ont été blessées à Tunis lors d'un double attentat terroriste revendiqué par l'État islamique. La résilience des communautés face à l'extrémisme violent risque d'être mise à rude épreuve par les combattants terroristes de retour de l'étranger. Environ 1 000 d'entre eux seraient rentrés depuis 2017. D'après les statistiques officielles, 196 enfants se trouvent toujours en Libye, en Syrie et en Iraq.



Principales réalisations

La demande nationale de financement de base de la Tunisie a été approuvée par le conseil du GCERF en juin pour un montant total d'un million de dollars US. Le GCERF a signé cinq accords de financement avec le Forum des sciences sociales appliquées, le Forum El Jahedh, Mobdiun-Creative Youth, Tunisia Plus et We Love Sousse.

Le GCERF a renforcé les capacités des bénéficiaires de financement lors d'un atelier de démarrage de quatre jours à Tunis en août, auquel 20 personnes ont participé. L'atelier a permis de présenter le processus de gestion du financement du GCERF, créé un solide réseau parmi les bénéficiaires de financement en Tunisie, et formé les bénéficiaires au suivi et à l'évaluation.

La mise en œuvre du programme a débuté en juillet afin d'appuyer directement le volet prévention de la stratégie nationale de la Tunisie contre l'extrémisme et le terrorisme. Les programmes financés par le GCERF toucheront plus de 20 000 bénéficiaires dans plusieurs gouvernorats.

Entre juillet et décembre 2019, le GCERF a soutenu :

- des activités de cohésion sociale pour 185 hommes et 175 femmes afin de développer un sentiment d'appartenance au sein d'une communauté inclusive
- 94 jeunes hommes et 83 jeunes femmes participant à des programmes de sensibilisation sociale de deux heures portant sur les droits civiques qui ont permis d'aborder ouvertement des sujets tabous comme la violence fondée sur le genre
- 80 jeunes bénéficiaires choisis pour développer des micro-projets générateurs de revenus
- la promotion de l'action communautaire auprès de 18 hommes et 56 femmes dans le cadre d'activités, notamment la formation des jeunes en vue de lutter contre des problèmes d'intérêt public comme la violence, l'environnement ou la corruption
- le renforcement de la raison d'être de 1 083 hommes et 1 095 femmes participant à des activités visant à promouvoir la pensée critique et une meilleure image de soi, au moyen notamment d'une formation portant sur l'utilisation des réseaux sociaux afin de prévenir l'extrémisme violent, ainsi que sur les définitions légales des propos haineux



Firas* est un Tunisien de 21 ans. En 2015, un parent l'a encouragé à rejoindre un groupe de combattants en Syrie. Cependant, il a été arrêté par la police et détenu avant d'avoir pu quitter le pays.

Depuis, Firas est sans emploi. Son père l'aide à développer une carrière professionnelle et à se tenir loin des idéologies extrémistes violentes. Firas poursuit son rêve de lancer sa propre entreprise grâce au soutien de Tunisia Plus, qui bénéficie d'un financement du GCERF.

* Nom fictif

Nouveaux Pays



Philippines

Aux Philippines, le GCERF a signé cinq accords de financement pour un montant total de 2,5 millions de dollars US. Ces activités de financement impliqueront 23 partenaires locaux dans la prévention de l'extrémisme violent en mettant l'accent sur les jeunes et les autorités locales, tout en créant un environnement propice au retour des anciens combattants. Ces activités devraient commencer aux Philippines en janvier 2020.

Le GCERF a lancé un deuxième appel à manifestations d'intérêt en décembre, dans le but de recueillir 1,5 million de dollars US de financement supplémentaires. Le GCERF a lancé une demande de propositions pour une étude préliminaire conjointe pour tous les bénéficiaires, à effectuer au cours du premier trimestre 2020.

Somalie

À la suite de l'accord du Conseil de Fondation du GCERF, la Somalie est devenue un pays partenaire en juin 2019. Le GCERF a lancé une évaluation de la sécurité dans le pays menée par un tiers afin de mieux comprendre les risques liés au financement et aux opérations. Parallèlement, le GCERF a lancé une évaluation des besoins du pays afin d'acquérir une connaissance approfondie du contexte, des parties prenantes et des facteurs contribuant à l'extrémisme violent propres à la Somalie. Ces deux évaluations ont contribué à la stratégie d'investissement du pays, qui devrait être achevée au début de l'année 2020.

Sri Lanka

Le Sri Lanka est devenu un pays partenaire en 2019. Le GCERF s'est engagé à effectuer un investissement initial d'un million de dollars USD au moyen du mécanisme de financement accéléré et a entamé des négociations avec le gouvernement. Bien que les élections et des changements survenus sur la scène politique aient légèrement retardé le processus, une évaluation des besoins du pays a été lancée.

Annexe 1A

Membres du Conseil (En date du 31 décembre 2019)

Les membres votants actuels du Conseil et les membres suppléants du Conseil de Fondation figurent ci-dessous :

Australie, Japon, et Nouvelle-Zélande

Membre du Conseil : M. Chitaru Shimizu, directeur, Division de la coopération internationale en matière de sécurité et sûreté, Bureau de la politique étrangère, ministère des Affaires étrangères du Japon

Membre suppléant du conseil de Fondation : Son Excellence M. Paul Foley, ambassadeur en charge de la lutte contre le terrorisme, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Bangladesh

Membre du Conseil : Son Excellence M. Md. Shahidul Haque, secrétaire d'État aux affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh

Canada et Royaume-Uni

Membre du Conseil : Son Excellence Mme Miriam Shearman, ambassadrice et représentante permanente adjointe, Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève

Membre suppléant du conseil de Fondation : Mme Michelle Cameron, directrice, Programmes d'aide au renforcement des capacités antiterroristes et de lutte contre le crime, Affaires mondiales Canada

États-Unis d'Amérique, Pays-Bas et Norvège

Membre du Conseil : Son Excellence M. Nathan Sales, ambassadeur et coordinateur en charge de la lutte contre le terrorisme, États-Unis. Département d'État

Membre suppléant du conseil de Fondation : M. Huib Mijnarends, chef de la division antiterrorisme et sécurité nationale, ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas

Fondations

Membre du Conseil : M. Matthew Lawrence, directeur exécutif, Tony Blair Institute for Global Change

Instituts de recherche

Membre du Conseil : poste vacant

Membre suppléant du conseil de Fondation : M. Eelco Kessels, directeur exécutif, Global Center on Cooperative Security

Kenya

Membre du Conseil : Son Excellence Dr Cleopa Kilonzo Mailu, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République du Kenya auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève

Kosovo

Membre du Conseil : M. Fatos Makolli, coordinateur national en charge de la lutte contre l'extrémisme violent de la République du Kosovo

Mali et Nigéria

Membre du Conseil : Son Excellence M. Audu Ayinla Kadiri, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République fédérale du Nigéria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Membre suppléant du conseil de Fondation :

Son Excellence M. Mamadou Henri Konate, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République du Mali auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Qatar

Membre du Conseil : Son Excellence Dr Mutlaq Majed Al-Qahtani, ambassadeur et envoyé spécial du Ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar en charge de la lutte contre le terrorisme et de la médiation

Secteur privé

Membre du Conseil : Mme Jessica Long, directrice générale, Stratégie et développement durable, responsable de l'Amérique du Nord, Accenture

Membre suppléant du conseil de Fondation :

M. Tony Carroll, directeur-fondateur, Acorus Capital ; professeur auxiliaire, Université Johns Hopkins, Washington, D.C.

Société civile

Membre du Conseil : M. Fulco Van Deventer, vice-directeur de Human Security Collective

Membre suppléant du conseil de Fondation :

Mme Selena Victor, directrice – Politique et plaidoyer, Mercy Corps Europe

Suisse

Membre du Conseil : Son Excellence M. Thomas Gass, ambassadeur, vice-directeur et chef du département de coopération sud de la Direction du développement et de la coopération (DDC) de Suisse

Membre suppléant du conseil de Fondation :

Dr Daniel Frank, coordinateur adjoint en charge de la lutte mondiale contre le terrorisme, Département fédéral des affaires étrangères de Suisse

Tunisie et Philippines

Membre du Conseil : M. Mokhtar Ben Nasr, président de la Commission nationale antiterroriste de Tunisie

Membre suppléant du conseil de Fondation :

M. Alexander Macario, secrétaire adjoint, Bureau du sous-secrétaire à la paix et à la sécurité, ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales de la République des Philippines

Union européenne, France et Danemark

Membre du Conseil : M. Olivier Luyckx, chef d'unité – Stabilité, sécurité, développement et sûreté nucléaire, Direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO), Commission européenne

Membre suppléant du conseil de Fondation :

M. Adrien Frier, chef du département de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France

Membres n'ayant pas droit de vote

Présidente : Mme Carol Bellamy

Directeur exécutif : Dr Khalid Koser

Administrateur : poste vacant



Photo de Lisa Oriot Scappaticci





Genève, Suisse

gcerf.org
info@gcerf.org

Retrouvez-nous sur



Cette publication a été développée avec le soutien de l'Union Européenne. Le contenu de cette publication est la seule responsabilité de GCERF et ne saurait aucunement être interprétée comme reflétant les vues de l'Union Européenne